

Renouveler le rapport du travail à la nature

Depuis un siècle et demi, la modernisation du monde rural, marquée par une rationalisation croissante, s'est faite au détriment de la gestion en commun. La bureaucratisation du vivant transforme les agriculteurs d'artisans en techniciens. À condition de mener une réflexion sur le travail et la nature, l'économie sociale peut apporter un projet à un monde rural qui associerait marché, consommation et action publique.

Marc Mormont

Marc Mormont est professeur au Département des sciences et gestion de l'environnement de l'université de Liège.

Le monde rural aurait pu être un espace privilégié de déploiement de l'économie sociale. Mais la modernisation agricole s'est faite, depuis la suppression des communaux il y a près d'un siècle et demi, sous le signe de l'individualisation du travail au détriment de toutes les formes de gestion en commun des rapports d'usage de la nature. Certes cette individualisation est passée par une familialisation du travail agricole, sorte d'économie sociale individualisée ; certes elle a connu sa phase coopérative, notamment avec les coopératives laitières ou les Coopératives d'utilisation de matériel agricole. Mais de

tout cela il reste peu : l'industrie puis la distribution ont pris les commandes du développement agricole, soumettant de diverses manières le travail agricole aux exigences des intermédiaires et réduisant toujours plus — quantitativement et qualitativement — le travail agricole à ce qui échappe encore à la rationalisation industrielle, à savoir le rapport au vivant.

Aujourd'hui, le monde rural ne vit plus de ce rapport productif à la nature. Les agriculteurs y sont devenus ultra-minoritaires. Et la richesse — bien réelle dans nombre d'espaces ruraux — est celle des revenus souvent confortables de ceux qui

peuvent s’offrir les aménités de la campagne — maison, jardin, espace, quiétude et proximité avec la nature —, en même temps que l’accès facile à la ville — au travail, aux services scolaires, culturels, sanitaires. Nouvelle forme d’individualisation dans le rapport à l’espace... Ces nouvelles couches rurales en viennent peu à peu à dominer l’espace et sa gestion, soutenant une rénovation qui est d’abord esthétique, privilégiant urbanisme, paysage et qualité d’un espace évalué à partir de critères qui font du rural l’environnement d’une maison, d’une demeure...

RATIONALISATION ET INDIVIDUALISATION

Voilà la tendance générale. Ces deux évolutions — une rationalisation croissante de la production agricole, une individualisation croissante d’un espace esthétisé — sont-elles vouées au conflit récurrent à propos des implantations de porcheries (semi-)industrielles ou ont-elles des points de convergences ?

Cette tendance est aussi celle d’une artificialisation toujours poursuivie de l’alimentation. Cela s’est révélé dans les crises alimentaires de la dernière décennie, celle de la vache folle, celle des dioxines qui ne font que prolonger celle, plus rampante, des pesticides. Or ces crises conduisent les autorités et, surtout, les distributeurs à rassurer les consommateurs, et pour cela à sécuriser les filières agroalimentaires. Elles le font non en s’attaquant à cette artificialisation, mais, à travers les normes (hier), la traçabilité (aujourd’hui) et l’autocontrôle (demain), en rationalisant encore plus le travail

agricole, en le soumettant à des exigences qui finalement attribuent tout défaut possible au facteur humain, à l’erreur ou à la faute d’un agriculteur qui n’est plus qu’un opérateur d’un processus sécurisé et contrôlé, et non un artisan du vivant.

De l’autre côté, le souci pour la nature s’est aussi transformé. D’une passion d’amateurs éclairés amoureux d’espèces et d’espaces, on en vient à des programmes lourdement instruits par de l’expertise scientifique et équipés de procédures administratives : ils décrètent des espaces à protéger au nom de considérations abstraites qui les éloignent tant des pratiques agricoles et forestières (qui ont pourtant contribué à leur existence) que des pratiques des amateurs et des volontaires. La nature devient « scientifiquement » gérée, s’éloignant ainsi progressivement des pratiques qui lui donnent sens et consistance, qu’elles soient pratiques de production (travail agricole, jardinage, etc.) ou qu’elles soient pratiques de reproduction (loisir, connaissance, contemplation). Bref, une nature privée des relations que les hommes nouent depuis toujours avec elle dans ces multiples rapports d’usage et de jeu.

Dans ces deux nouvelles évolutions contemporaines, il y a un double mouvement qui interroge. Effacement du travail productif dans son rapport non industrialisé à la nature, effacement de la passion de la nature au profit, d’un côté, d’une alimentation de plus en plus artificielle et, de l’autre, au profit d’une nature de plus en plus normalisée. Dans les deux tendances, ce qui me paraît crucial, c’est

la négation du travail artisanal, à la fois comme fondement anthropologique et comme lieu de formation des relations sociales donc du monde humain.

C'est à mon sens ici que l'économie sociale a quelque chose à dire et à faire dans la reconstruction d'une ruralité (comme sans doute d'une vie urbaine). Il ne s'agit pas de retour au passé, d'archaïsme nostalgique d'une société rurale conviviale qui n'a jamais existé ni dans son rapport à la nature ni dans son organisation sociale. L'économie sociale a pour ambition de maintenir au centre l'idée d'un humain se produisant dans sa confrontation-coopération au monde biophysique (la nature et la technique) et dans sa coopération-confrontation avec autrui.

Si l'économie sociale peut aujourd'hui parler au monde rural et lui proposer un projet, cela ne pourra faire l'économie d'une réflexion simultanée sur le travail et sur la nature. La richesse du travail agricole notamment a toujours été dans un rapport de négociation avec des processus naturels, avec des animaux notamment, et c'est un travail parce qu'il comporte des risques, du jeu avec des êtres vivants non entièrement prévisibles, des savoirs et des savoir-faire d'ajustement à un monde changeant, une part de maîtrise et une autre part de respect du sol comme de l'animal. Ce travail se joue nécessairement dans un rapport individuel, voire personnel au monde, mais cela débouche sur des produits où se trouvent reconnus travail et compétence. C'est cette consistance et originalité du travail qui est aujourd'hui déniée, sinon anéantie, par

l'artificialisation et la bureaucratisation du vivant.

PERSPECTIVES D'UNE ÉCONOMIE SOCIALE RURALE?

Restaurer un lien des producteurs aux consommateurs: c'est une constante d'une forme de résistance rurale que de chercher à rétablir des rapports plus directs, plus connaisseurs, plus confiants entre producteurs et consommateurs. Les initiatives existent, masquant peut-être trop souvent la dimension du travail derrière celle de la qualité.

Restaurer des pratiques collectives de la nature: il faudrait repartir de l'idée que la nature n'appartient à personne, qu'elle n'existe que comme bien commun et qu'en nos régions, elle ne subsiste de manière ambiguë que parce que des hommes l'entretiennent, la maintiennent. Des formes de production agricole, des modes de gestion forestière combinant activités productives et gestion de biens naturels — espèces et espaces naturels — supposeront des formes d'organisation associant marché, association et intervention publique comme lorsqu'un espace semi-naturel — un marais — est entretenu par un troupeau d'un élevage bio... Comment associer des consommateurs à une telle initiative?

On oppose souvent aux « produits de qualité » (fermiers, bio, etc.) à la fois leur coût plus élevé et le faible intérêt à leur égard de la majorité des consommateurs. Ce seraient des produits élitistes. Ces objections sont fondées si, du côté des consommateurs, n'émerge pas un autre

rapport à l'alimentation: il est possible de manger mieux à cout équivalent si le consommateur fait d'autres choix (produits de saison) et y consacre plus de temps. Les formes de restauration collective (notamment scolaires) ont un rôle clé à jouer en ce sens.

REMETTRE LE TRAVAIL AU CENTRE D'UNE RURALITÉ

Une économie sociale rurale est à venir si elle prend la mesure de ces enjeux. Il s'agit aujourd'hui comme hier d'enjeux qui sont apparemment en décalage avec ceux des villes. Certes les villages ont aussi leurs marginalisés: jeunes et femmes privés de moyens de circuler, agriculteurs endettés et affolés, pauvres échoués dans les campings résidentiels, jeunes familles repoussées plus loin des villes par la pression immobilière... Mais les villes comportent aussi des mal-nourris et des populations privées d'accès à la nature.

Le pari serait de reconstruire des réseaux de connaissances et de pratiques autour de l'alimentation et de la nature, comme nombre d'initiatives ont déjà tenté de l'entreprendre. En mettant au centre le travail comme constitutif à la fois du producteur, du consommateur et de leurs liens. ■